

OGEC DE L'ESTRAN

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 juillet 2022



Rue Rosemonde Gérard – CS 20027 – 29801 BREST CEDEX 9
Téléphone 02 98 02 86 86 – Télécopie 02 98 41 77 73

SELAS AU CAPITAL DE 40 000 EUROS – SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES – MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE OUEST
ATLANTIQUE, N° SIRET : 349 516 427 00037

OGE C DE L'ESTRAN

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 32, route de Quimper – 29200 BREST

N° Siren : 777 509 043

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 juillet 2022

OGEC DE L'ESTRAN

Exercice clos le
31 juillet 2022

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'assemblée générale de l'Ogec de l'Estran,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Ogec de l'Estran relatifs à l'exercice clos le 31 juillet 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} août 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par son conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs

OGEC DE L'ESTRAN

Exercice clos le
31 juillet 2022

de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;


- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Brest, le 12 décembre 2022

Le commissaire aux comptes

STERENN :

Morgan GENTIL,
Associé





ACTIF		2020/2021	2021/2022		
		NET	Brut	Amortiss. Dépréc. (-)	NET
IMMOBILISE	Logiciels, licences, droits et valeurs similaires	29 319	134 849	106 509	28 340
	Autres immobilisations incorporelles	7 016	90 261	89 307	955
	Immobilisations incorporelles	36 335	225 110	195 816	29 295
	Terrains	381 644	612 681	254 115	358 567
	Constructions et aménagements	12 517 405	31 506 725	18 511 792	12 994 933
	Installations techniques, matériel et outillage pédagogiques	993 093	3 952 316	2 914 823	1 037 492
	Mobilier et matériel de bureau	59 658	250 595	181 768	68 827
	Autres immobilisations (restauration, internat, etc.)	258 848	1 145 467	836 386	309 081
	Immobilisations corporelles en cours	708 542	1 534 827		1 534 827
	Immobilisations corporelles	14 919 190	39 002 612	22 698 884	16 303 728
	Participations et créances rattachées	3 049	3 049		3 049
	Autres titres immobilisés	453	453		453
	Prêts	111 280	120 457		120 457
	Autres	3 238	3 438		3 438
	Immobilisations financières	118 020	127 397		127 397
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE	15 073 545	39 355 119	22 894 700	16 460 419
CIRCULANT	Stocks et en-Cours				
	Avances et acomptes versés sur commandes	49 490	49 389		49 389
	Clients (familles, usagers)	135 006	422 327	256 212	166 115
	Personnel et organismes sociaux	2 453	6 985		6 985
	Etat et autres collectivités publiques	394 097	596 893		596 893
	Fédérations, unions, associations affiliées				
	Autres	42 182	33 814		33 814
	Créances	573 737	1 060 020	256 212	803 808
	Placements : valeurs mobilières				
	Banques et assimilées	2 606 500	2 403 456		2 403 456
	Caisse	495	131		131
	Comptes financiers	2 606 996	2 403 588		2 403 588
	Charges constatées d'avance	142 938	130 474		130 474
	TOTAL ACTIF CIRCULANT	3 373 161	3 643 471	256 212	3 387 259
	= TOTAL ACTIF	18 446 705	42 998 590	23 150 912	19 847 678

(1) voir détail dans l'annexe



PASSIF

2020/2021

2021/2022

FONDS PROPRES	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	1 588 008	1 588 008
	Fonds propres sans droit de reprise	1 588 008	1 588 008
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projets		
	Autres		
	Réserves	5 523 090	6 239 003
FD	Report à nouveau	715 913	373 949
	Excédent ou déficit de l'exercice	7 827 011	8 200 960
	<i>Situation nette (sous-total)</i>	<i>5 371 361</i>	<i>5 622 532</i>
	Subventions d'investissement		
	Provisions règlementées et autres fonds propres	13 198 372	13 823 491
PROVISIONS	TOTAL FONDS PROPRES	13 198 372	13 823 491
	FD FONDS REPORTES ET DEDIES	641	
	Provisions pour risques	42 716	42 716
	Provisions pour pensions et obligations similaires	279 789	280 486
	Autres provisions pour charges		
DETTES	TOTAL PROVISIONS	322 505	323 202
	Capital emprunté	3 510 627	3 938 181
	Autres emprunts et dettes financières	0	0
	Intérêts courus et concours bancaires	1 893	1 402
	Emprunts et dettes financières	3 512 520	3 939 583
	Avances et acomptes reçus	4 600	9 558
	Dettes sur immobilisations	427 151	806 331
	Fournisseurs et comptes rattachés	328 549	273 280
	Personnel et organismes sociaux	277 887	319 212
	Etat et autres collectivités publiques	14 746	13 225
=	Clients (familles, usagers)	39 447	18 982
	Fédérations, unions, associations affiliées	34 092	34 815
	Autres	115 254	132 286
	Autres dettes	1 237 126	1 598 132
	Produits constatés d'avance	170 942	153 712
	TOTAL DETTES	4 925 187	5 700 985
	= TOTAL PASSIF	18 446 705	19 847 678

Comptes 2019/2020 approuvés par l'assemblée générale, selon le règlement CRC n°99-01

Compte de résultat réglementaire



Produits d'exploitation	2020/2021	2021/2022
Cotisations	34 776	30 030
Ventes de biens et services	4 117 029	4 761 206
• Ventes de biens	68 243	69 898
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
• Ventes de services	4 048 786	4 691 308
<i>dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs	3 944 838	4 000 007
• Concours publics et subventions d'exploitation	3 933 633	3 982 806
• Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
• Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
• Contributions financières	11 205	17 201
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	73 890	46 205
Utilisations des fonds dédiés	1 670	1 670
Autres produits	12 427	4 696
Total des produits d'exploitation	8 184 630	8 843 814
Charges d'exploitation	2020/2021	2021/2022
Achats de marchandises	54 733	63 862
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	3 153 286	3 764 717
Aides financières	68 928	67 810
Impôts, taxes et versements assimilés	236 712	257 714
Salaires et traitements	2 206 848	2 361 748
Charges sociales	813 394	873 057
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 578 797	1 714 341
Dotations aux provisions		697
Report en fonds dédiés	641	1 029
Autres charges	34 326	7 387
Total des charges d'exploitation	8 147 664	9 112 361
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	36 966	-268 548
Opérations financières	2020/2021	2021/2022
Produits financiers de participation		
produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	894	658
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 277	1 034
Total des produits financiers	2 171	1 692
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	81 328	74 785
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	81 328	74 785
RÉSULTAT FINANCIER	-79 157	-73 093
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	-42 191	-341 641

Compte de résultat règlementaire



Opérations exceptionnelles	2020/2021	2021/2022
Sur opérations de gestion	11 009	50 930
Sur opérations en capital	656 208	669 998
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	146 711	10 679
Total des produits exceptionnels	813 928	731 607
Sur opérations de gestion	44 789	5 121
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	10 679	10 679
Total des charges exceptionnelles	55 468	15 800
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	758 460	715 807
Impôt sur les sociétés des personnes morales non lucratives	356	217
RÉSULTAT NET COMPTABLE	715 913	373 949

Comptes 2019/2020 approuvés par l'assemblée générale, selon le règlement CRC n°99-01

Contributions volontaires en nature	2020/2021	2021/2022
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Contributions reçues		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
Emplois des contributions reçues		



I. Informations générales

1 - Identification de l'association

L'association "OGEC DE L'ESTRAN" a pour objet d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente. Elle peut à cet effet se livrer à toute activité de gestion se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal (accueil, transport, hébergement, restauration, mise à disposition de locaux, etc.).

Elle porte notamment les activités suivantes : Maternelle ; Primaire ; Collège ; Lycée ; Ens. supérieur ; Restauration ; Hébergement ;

Pour assurer ces activités, l'association s'appuie sur :

- Un ensemble de locaux mis à disposition gracieusement et représentant une surface totale de 38 181 m²
- 72,50 équivalents temps plein salariés
- 240 personnels enseignants mis à disposition par l'Etat

2 - Faits marquants de l'exercice

Néant

3 - Evénements postérieurs à la clôture

Néant

II. Principes, règles et méthodes comptables

1 - Durées et dates de l'exercice comptable

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/08/21 au 31/07/22.

2 - Référentiel comptable

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) publiée par la FNOGEC.

3 - Dérogations aux principes et méthodes comptables

Néant



III. Notes sur le Bilan

1 - Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires (coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction).

Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations. Ils comprennent les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation.

Les frais d'établissement sont comptabilisés directement en charges.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (cf. Tableau n°1).

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations. Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suit un plan d'amortissement qui lui est propre.

Taux d'amortissement habituellement pratiqués

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement	Taux d'amortissement linéaire
Structure (gros œuvre)	25 à 50 ans	2 à 4 %
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans	5 à 6,66 %
Installations générales et techniques	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Équipement de restauration	8 à 12 ans	8,33 à 12,5 %
Matériel et mobilier de bureau	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier scolaire	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier cantine et hébergement	5 à 10 ans	10 à 20 %
Matériel et équipements pédagogiques	3 à 10 ans	10 à 33,33 %
Matériel de transport	3 à 5 ans	20 à 33,33 %
Matériel informatique	2 à 5 ans	20 à 50 %
Matériel de reprographie	2 à 5 ans	20 à 50 %
Logiciels	2 à 3 ans	33,33 à 50 %

Un tableau des mouvements des amortissements est joint (cf. Tableau n°2).

2 - Dépréciations d'éléments d'actif

Un tableau des mouvements des dépréciations est joint (cf. Tableau n°3).

Les dépréciations des créances, en particulier celles liées aux clients, ont été calculées en fonction du risque individuel de non recouvrement. Ce risque a été apprécié compte tenu des circonstances (présence de l'élève dans l'établissement, incidents de paiement constatés, etc.) et du principe de prudence.

3 - Échéance des créances et des dettes

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (cf. Tableau n°4).

4 - Évaluation des valeurs mobilières de placement

Un tableau des valeurs mobilières est joint si l'établissement dispose de VMP cotées (cf. Tableau n°5 le cas échéant). En cas de moins-value latente, une dépréciation est constatée. La variation des dépréciations des VMP au cours de l'exercice figure dans le tableau des mouvements des dépréciations (cf. Tableau n°3 le cas échéant).



5 - Fonds propres

La première application du règlement ANC n°2018-06 a conduit à enregistrer des changements de méthode comptable, ayant un impact sur le poste « Report à nouveau », visible dans les colonnes « Augmentations » et « Diminutions ».

Des précisions sur l'application rétrospective de cette nouvelle réglementation sont données dans les notes de l'annexe relatives aux postes concernés.

La première application du règlement ANC n°2018-06 a également généré des évolutions en termes de classement au sein des rubriques constituant le poste « Fonds propres » du bilan. Il s'agit de mouvements de poste à poste, sans impact sur le « Report à nouveau ».

Un tableau de variation des fonds propres est joint (cf. Tableau n°6).

6 - Subventions d'investissement

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Un tableau de suivi des subventions d'investissement est joint (cf. Tableau n°7).

6 - Provisions

Engagements de retraite :

Le montant des engagements de l'association en matière d'indemnités de départ à la retraite et de pension fait l'objet d'une comptabilisation en provision.

L'évaluation des engagements est effectué via une méthode actuarielle, en application de la convention collective EPNL section 9 et d'un coefficient d'actualisation de 0,8%. Nous comptabilisons au 31/07/2022 une dotation de 697 €,

Autres provisions :

Nous comptabilisons une provision pour dépréciation des comptes familles au 31/7/2022 pour un montant de 51056 €, et une provision prévoyance enseignants pour un montant de 10679 €. A noter également une reprise de provision concernant les comptes familles pour un montant de 23 745 €, une reprise de provision enseignants pour un montant de 10679 €.

Un tableau des mouvements des provisions est joint (cf. Tableau n°8).

7 - Fonds dédiés

La partie des ressources (dons, subventions, etc.) dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pas pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produits au cours des exercices suivants dans le compte « Utilisations des fonds dédiés » au fur et à mesure de la réalisation du projet défini.

Le montant global « Utilisations des fonds dédiés » comprend le montant des immobilisations acquises dans l'exercice et affectées à la réalisation d'un ou de plusieurs projets définis.

Un tableau des mouvements des fonds dédiés est joint si l'association en fait état (cf. Tableau n°9 le cas échéant).

8 - Passifs éventuels

Néant



IV. Notes sur le compte de résultat

1 - Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations

L'adhésion à l'association ne nécessite pas le versement d'une cotisation.

2 - Information sur les concours publics et les subventions

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint (cf. Tableau n°10).

3 - Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond à la somme des ventes de produits et marchandises, des prestations de services (participations des familles et participations publiques) et des produits des activités annexes en lien avec la formation initiale sous statut scolaire faisant l'objet d'un contrat avec l'Education Nationale.

4 - Effectif employé pendant l'exercice

L'effectif moyen salarié pendant l'exercice est évalué à :

- Cadres : 9,65 salariés
- Agents de maîtrise : 15,10 salariés
- Employés : 46,75 salariés et 1 apprentie

5 - Rémunération des dirigeants

Conformément aux termes de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, cette information n'est pas fournie car elle conduirait indirectement à mentionner des éléments de rémunération individuels.

6 - Rattachement des charges et produits à l'exercice

Postes inclus au bilan	Montant (€)	Commentaire
Fournisseurs	29 103	Les charges à payer des fournisseurs sont majoritairement composées de factures non parvenues sur des prestations effectuées sur l'exercice. Celles des personnel et organismes sociaux sont constituées de charges sur salaires non versées à la clôture et de provisions (congés payés notamment). Pour l'Etat et ses collectivités, il s'agit de charges sur salaires ou de subventions perçues d'avance.
Personnel et organismes sociaux	181 477	
Etat et collectivités	831	
Autres charges à payer	67 737	
Charges à payer	279 148	
Familles et usagers	0	Les produits à recevoir familles et usagers concernent des prestations effectuées sur l'année scolaire et non enregistrées à la clôture. Pour l'Etat et ses collectivités, il s'agit majoritairement de subventions justifiées sur l'exercice. Les autres produits à recevoir sont composés de régularisation des comptes sociaux ou des autres tiers.
Etat et collectivités		
Autres produits à recevoir	24 357	
Produits à recevoir	24 357	
Charges constatées d'avance	130 474	Il s'agit généralement de charges et produits affectés à l'année scolaire suivante : fournitures scolaires, abonnements, contrats de maintenance, etc.
Produits constatés d'avance	153 712	



7 - Charges et produits exceptionnels

Les charges et produits exceptionnels sont détaillés par nature dans le compte de résultat. Il s'agit de régularisations individuellement non significatives, qui n'appellent aucun commentaire particulier. A partir de l'exercice 2020/2021, les subventions d'investissements sont amorties, c'est à dire constatées chaque année dans les produits exceptionnels de l'établissement. Nous constatons pour cette années une écriture de 520 408 €. La part de subvention Falloux dédiée au remboursement des emprunts est également passée en compte 777881 pour un montant de 51 969 €. De même la quote-part de la taxe d'apprentissage virée au compte de résultat est désormais enregistrée en produit exceptionnel pour un montant de 31 810 € pour Charles de Foucauld et 65716 € pour le lycée Fenelon. Les produits exceptionnels sont principalement composés d'un complément de facture ARFASS relatif à l'année 2020/2021 non constaté l'an dernier pour un montant de 11 825 € et d'un rattrapage d'amortissement de taxe d'apprentissage datant de 2014 pour un montant de 32 071 €.

8 - Autres produits et charges

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes enregistré sur l'exercice, afférant à la certification des comptes, s'élève à 17 748 €.

V. Autres informations

1 - Informations sur les transactions avec les contreparties

Néant

2 - Engagement financiers donnés et reçus

Néant

3 - Engagements pris en matière de crédit-bail

Un tableau des engagements pris en matière de crédit-bail est joint si l'établissement en dispose (cf. Tableau n°11 le cas échéant).

4 - Contributions volontaires en nature

Les locaux occupés font l'objet d'une mise à disposition gratuite par l'association des propriétaires de Charles de Foucauld. Etant donné les travaux de nature propriétaire effectués par l' OGE C, il n'a pas été possible d'évaluer le montant de cette contribution.

5 - Autres Informations significatives

Néant





Tableau n°1 - Mouvements des immobilisations					
	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Réaffectations	Fin d'exercice
Logiciels, licences, droits et valeurs similaires	92 000	42 850			134 849
Autres immobilisations incorporelles	90 261				90 261
Immobilisations incorporelles	182 261	42 850			225 110
Terrains (y compris aménagements de terrains)	612 681				612 681
Constructions et aménagements	29 897 387	233 302		1 376 036	31 506 725
Installations techniques, matériel et outillage pédagog.	3 521 082	431 234			3 952 316
Mobilier et matériel de bureau	221 418	19 264		9 913	250 595
Autres immobilisations (restauration, internat, etc.)	1 043 568	101 899			1 145 467
Immobilisations corporelles en cours	708 542	2 212 235		-1 385 949	1 534 827
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles	36 004 678	2 997 933			39 002 612
Participations et créances rattachées	3 049				3 049
Autres titres immobilisés	453				453
Prêts	111 280	9 177			120 457
Autres	3 238	200			3 438
Immobilisations financières	118 020	9 377			127 397

Tableau n°2 - Mouvements des amortissements					
	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Réaffectations	Fin d'exercice
Logiciels, licences, droits et valeurs similaires	62 681	43 828			106 509
Autres immobilisations incorporelles	83 245	6 062			89 307
Immobilisations incorporelles	145 926	49 890			195 816
Terrains (y compris aménagements de terrains)	231 038	23 077			254 115
Constructions et aménagements	17 379 982	1 131 810			18 511 792
Installations techniques, matériel et outillage pédagog.	2 527 989	386 835			2 914 823
Mobilier et matériel de bureau	161 760	20 008			181 768
Autres immobilisations (restauration, internat, etc.)	784 720	51 666			836 386
Immobilisations corporelles	21 085 488	1 613 395			22 698 884

Tableau n°3 - Mouvements des dépréciations d'éléments d'actif					
	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions		Fin d'exercice
DEPRECIATIONS					
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Immobilisations financières					
Stocks et en-cours					
Comptes usagers (familles, élèves)		228 902	51 056	23 745	256 212
Autres créances					
Valeurs mobilières de placement					
Total		228 902	51 056	23 745	256 212
DOT.					
Dotations/reprises d'exploitation			51 056	23 745	
Dotations/reprises financières					
Dotations/reprises exceptionnelles					



Tableau n°4a - Etat des échéances des créances	Montant brut	≤ 1 an	> 1 an
Participations et créances rattachées	3 049		3 049
Autres titres immobilisés	453		453
Prêts	120 457		120 457
Autres	3 438		3 438
Créances de l'actif immobilisé	127 397		127 397
Créances clients (familles, usagers)	422 327	422 327	
Créances personnel et organismes sociaux	6 985	6 985	
Créances Etat et autres collectivités publiques	596 893	596 893	
Autres créances	33 814	33 814	
Créances de l'actif circulant	1 060 020	1 060 020	
TOTAL CREANCES	1 187 417	1 060 020	127 397

Tableau n°4b - Etat des échéances des dettes	Montant brut	≤ 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Sûretés réelles consenties
Capital emprunté	3 938 181	631 707	1 756 227	1 550 247	
Autres emprunts et dettes assimilées	0			0	
Intérêts courus et concours bancaires	1 402	1 402			
Dettes financières	3 939 583	633 109	1 756 227	1 550 247	
Dettes fournisseurs	1 079 612	1 079 612			
Dettes personnel et organismes sociaux	319 212	319 212			
Dettes Etat et autres collectivités publiques	13 225	13 225			
Autres dettes	186 083	186 083			
Autres dettes	1 598 132	1 598 132			
TOTAL DETTES	5 537 715	2 231 240	1 756 227	1 550 247	

Les éventuelles dépréciations des VMP sont constatées au tableau n°3



Tableau n°6 - Variation des fonds propres

	Début d'ex.	Affect. résultat	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
Fonds propres statutaires					
Fonds propres complémentaires	1 588 008				1 588 008
Fonds propres sans droit de reprise	1 588 008				1 588 008
Fonds propres statutaires					
Fonds propres complémentaires					
Fonds associatifs avec droit de reprise					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projets					
Autres					
Réserves					
Report à nouveau	5 523 090	715 913			6 239 003
Excédent ou déficit de l'exercice	715 913	-715 913	373 949		373 949
SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	7 827 011		373 949		8 200 960
Subventions d'investissement	5 371 361		901 175	650 005	5 622 532
Provisions réglementées et autres fonds propres					
= TOTAL FONDS PROPRES	13 198 372		1 275 124	650 005	13 823 491

Tableau n°7 - Mouvements des subventions d'investissement

	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
Subventions d'investissement Région	9 209 462	765 086		9 974 548
Subventions d'investissement Département	1 564 190	70 551		1 634 741
Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires	2 430 330	65 538		2 495 868
Autres subventions d'investissement	0			0
Total subventions d'investissement	13 203 982	901 175		14 105 157
Subventions d'investissement Région virées au résultat	4 804 008	444 625		5 248 633
Subventions d'investissement Département virées au résultat	906 084	75 783		981 867
Taxe d'apprentissage affectée aux équipements virée au résultat	2 122 528	129 597		2 252 125
Autres subventions d'investissement virées au résultat				0
Total subventions d'investissement virées au résultat	7 832 621	650 005		8 482 626

Tableau n°8 - Mouvements des provisions

	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
Provisions pour risques	42 716	10 679	10 679	42 716
Provisions pour pensions et obligations similaires	279 789	697		280 486
Autres provisions pour charges				
Total	322 505	11 376	10 679	323 202
Dotations/reprises d'exploitation		697		
Dotations/reprises financières				
Dotations/reprises exceptionnelles		10 679	10 679	



Tableau n°9 - Mouvements des Fonds dédiés	Montant initial	Fonds à utiliser à l'ouverture de l'exercice	Augmentations: reports	Diminutions: utilisations en cours d'exercice	Fonds restant à utiliser à la clôture	Dont projets sans dépense depuis 2 ans ou plus
Subventions d'exploit.		641	1 029	1 670		
Contrib. financières						
Legs/donations						
TOTAL		641	1 029	1 670		

Tableau n°10 - Détail des concours publics et subventions	2020/2021	2021/2022
Aides à l'emploi et au développement des compétences	7 333	8 000
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales en LETP	93 461	19 350
Financement des formations par apprentissage	213 796	293 175
Forfait d'externat Etat	1 289 853	1 279 059
Forfait d'externat Région	1 236 076	1 251 840
Forfait d'externat Département	372 072	364 002
Forfait d'externat Communes et groupements de communes	600 663	585 081
Forfaits d'externat	3 498 664	3 479 982
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue	213 796	293 175
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole		
Autres concours publics	-213 796	-293 175
Sous-total concours publics	3 813 254	3 800 507
Subventions Etat	6 910	9 777
Subventions Région	94 295	164 136
Subventions Département	19 175	8 385
Subventions Communes et groupements de communes		
Subventions issues de programmes de l'Union Européenne		
Autres subventions d'exploitation	0	0
Reports de subventions		
Sous-total subventions d'exploitation	120 379	182 299
TOTAL CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	3 933 633	3 982 806

Tableau n°11 - Engagements pris en matière de crédit-bail	Redevances payées
	2021/2022 Cumulées
Immobilier	
Matériels et équipements	18 605
Autres immobilisations	
TOTAL	18 605

	Redevances restant à payer			Prix d'achat résiduel
	≤ 1 an	> 1an et ≤ 5ans	> 5 ans	Cumulées
Immobilier				
Matériels et équipements	11 225	16 736		27 961
Autres immobilisations				
TOTAL	11 225	16 736		27 961

Comparaison de coûts si acquisition en plein propriété	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements	Valeur nette
		2021/2022 Cumulées	
Immobilier			
Matériels et équipements			
Autres immobilisations			
TOTAL			

